La société de l'information : une société de contradictions ?

Isabelle Pailliar

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ress/610>
DOI : 10.4000/ress.610
ISSN : 1663-4446

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2002
Pagination : 55-63
ISBN : 2-600-00693-1
ISSN : 0048-8046

Référence électronique

Isabelle Pailliar, « La société de l'information : une société de contradictions ? », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], XL-123 | 2002, mis en ligne le 02 décembre 2009, consulté le 01 mai 2019.
URL : <http://journals.openedition.org/ress/610> ; DOI : 10.4000/ress.610

Isabelle PAILLIART

LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION: UNE SOCIÉTÉ DE CONTRADICTIONS?

Le titre du XVIII^e colloque annuel est ainsi formulé « la société de l'information: état des lieux ». L'objectif de cet article est de considérer le terme de lieux au sens propre et donc de prendre en compte les spécificités territoriales que revêt l'expression de « société de l'information ». Cette approche, sans être particulièrement originale, reste cependant peu explorée. La récente activité éditoriale montre que l'expression de « société de l'information » engendre des travaux de vaste ampleur qui retracent la généalogie du terme en embrassant plusieurs siècles¹ ou bien des déclarations et des discours d'experts et d'hommes politiques qui portent sur les aspects internationaux. Même très différentes les unes des autres, ces productions éditoriales témoignent d'une certaine absence de la notion de territoire. A première vue, en effet, des oppositions assez nettes marquent ces deux termes. Les repérer permet de mieux saisir les caractéristiques de la société de l'information et surtout de faire ressortir les contradictions dont est porteuse cette expression. Nous voudrions cependant montrer que c'est au niveau local que celles-ci sont les plus fortes.

LES TERRITOIRES: L'OUBLI DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION?

Les discours sur la société de l'information possèdent une dimension internationale et européenne, comme l'indique le rapport de Jacques Delors, président de la Commission européenne, en 1994, intitulé « Croissance, compétitivité et emploi ». Le chapitre 5 de ce Livre Blanc est consacré à « l'émergence d'une société de l'information dans laquelle la gestion, la qualité et la rapidité de l'information deviennent un facteur clé de la compétitivité: du fait qu'elles constituent un apport pour l'ensemble de l'industrie et qu'elles constituent un service fourni aux consommateurs, les TIC agissent sur l'économie à tous les niveaux »². La dimension territoriale de la société de l'information apparaît peu dans ces pages si ce n'est pour mettre en valeur l'un des objectifs de cette société de l'information qui est de créer « un espace d'information commun »³ c'est-à-dire un

¹ A. Mattelart, *Histoire de la société de l'information*, Paris, La Découverte, 2001.

² *Croissance, compétitivité, emploi: les défis et les pistes pour entrer dans le XXI^e siècle*, Livre Blanc, Bruxelles, Commission européenne, 1994, p. 110.

³ *Op. cit.*, p. 112.

espace homogène. Un peu plus tard, le PAGSI (Plan d'Action Gouvernemental pour la Société de l'Information) lancé en 1998 par l'Etat français considère également l'espace national sans distinction territoriale. L'expression de société de l'information renvoie à une seule et unique société et l'avènement de celle-ci laisse supposer la disparition des territoires. Peu de rapports européens ou français prennent en compte la diversité territoriale. Le groupe d'experts européens de haut niveau sur les enjeux sociaux de la société de l'information est un des rares groupes de la Commission européenne à avoir lutté contre cette conception d'un espace uniforme en inscrivant dans son rapport final la nécessité au contraire de valoriser la diversité européenne et de « tirer parti *des* différentes sociétés de l'information en émergence » en considérant que « l'enjeu fondamental de la société de l'information consiste indéniablement à rechercher une compétitivité fondée sur les diversités culturelle, éducative et sociale »⁴. Malgré cela, c'est, de manière générale, sous la forme d'oppositions que se manifestent les relations entre les productions discursives ayant trait à la société de l'information et les territoires. Celles-ci revêtent plusieurs aspects : l'expression met l'accent sur une économie particulière, celle de la connaissance, celle du savoir, celle des réseaux immatériels. Bref, elle induit une économie, certains disent une nouvelle économie, reposant sur la production et la circulation de l'information, qui semble se situer en rupture avec des formes d'économie plus traditionnelle, plus ancienne dont sont porteurs les territoires. De même, l'insistance mise sur l'innovation technique en particulier dans le domaine de l'information et de la communication caractérise un objectif de modernité qui paraît renvoyer les territoires à la tradition ou encore au « retard ». Enfin, l'expression sous-entend l'apparition d'une nouvelle société en opposition avec l'existant. Alors que les sociétés locales sont placées sous le signe de l'histoire et de la continuité des pratiques, la notion de révolution informationnelle locale semble donc déplacée.

Ces quelques remarques préliminaires expliquent le faible ancrage territorial d'une telle expression qui se présente le plus souvent comme a-localisée et a-contextualisée. Le succès même d'une telle expression s'explique en partie par l'absence de la dimension territoriale qui se trouve dans la diversité culturelle, le poids des pratiques, les spécificités de l'histoire. D'une certaine manière, les oppositions rapides qui viennent d'être notées rappellent et même réactivent les oppositions entre le réseau et le territoire ou entre le virtuel et le réel. Ainsi, la société de l'information laisse place à un certain nombre d'éléments spécifiques, présentés en rupture avec les évolutions contemporaines alors que, pourtant, c'est dans la continuité de ces dernières qu'elle se situe. Si l'expression est employée, c'est parce qu'elle se présente comme une ressource stratégique qui permet la mobilisation des esprits, la diffusion d'une culture technique et l'amplification de certains caractères. Rappelons ceux-ci : l'innovation, la modernisation, une certaine forme de dématérialisation des activités sociales (ce terme étant lui-même très ambigu) et de manière générale la déstabilisation des structures hiérarchiques qu'elles se situent au niveau de l'Etat ou des entreprises. En cela, elle tend à rompre également avec la notion de représentation dont celle de représentation

⁴ *Construire la société européenne de l'information pour tous. Rapport final du groupe d'experts de haut niveau*, Bruxelles, Commission européenne, 1997, p. 65 (c'est nous qui soulignons).

politique. L'ensemble du discours repose sur la menace du retard économique : « une entrée tardive dans la société de l'information représentera un risque de perte de compétitivité pour les industries et les pays qui n'auront pas su s'adapter à temps »⁵.

L'une des constantes de l'expression société de l'information est l'insistance mise sur une nouvelle répartition des pouvoirs et sur l'affaiblissement des modes de régulation traditionnels. C'est sur ce point essentiellement qu'apparaît le plus clairement la dimension territoriale. En effet, dans le rapport de Simon Nora et d'Alain Minc⁶, la société de l'information possède des aspects réticulaires qui favorisent « la remontée vers le centre des désirs des groupes autonomes, la multiplication à l'infini des communautés latérales ». Est annoncé l'avènement d'une nouvelle forme de démocratie qui se présente ainsi : « la palabre informatisée, et ses codes, doit recréer une 'agora informationnelle' élargie aux dimensions de la nation moderne ». Plus généralement, ce sont les rapports de pouvoir entre l'Etat, les administrations et les collectivités territoriales qui évoluent avec la mise en place de l'informatique, ou pour reprendre les termes exacts, avec celle de la télématique. Cette dernière « permet la décentralisation ou même l'autonomie des cellules de base. Mieux, elle facilite en dotant les unités périphériques ou isolées d'informations dont seules pouvaient jusqu'ici bénéficier les très grandes entités centralisées. Elle a pour vocation à alléger la structure des administrations, en améliorant leur efficacité et leurs rapports avec leurs administrés. Elle autorise une plus grande liberté des collectivités locales »⁷. La société de l'information, ainsi définie dans ce rapport, comporte donc des enjeux territoriaux mais ceux-ci sont présentés essentiellement en terme de pouvoirs : elle cherche à combattre « la centralisation et la prolifération de l'administration », elle indique une société fondée sur « l'équilibre des pouvoirs et des contrepouvoirs, sur la capacité de l'Etat de favoriser les évolutions et non de les imposer ». La société de l'information ainsi présentée accorde une place déterminante à la question de la répartition des pouvoirs et cela à plusieurs niveaux : entre l'Etat et les collectivités territoriales, entre les collectivités territoriales et les citoyens, appelés à la participation, entre les administrations et leurs usagers. Le Livre Blanc de la Commission européenne reprend la même idée : « Désormais la décentralisation reflète aussi un changement profond dans l'organisation de nos sociétés, partout confrontées à la complexité croissante des phénomènes économiques et sociaux, comme de l'encadrement législatif et réglementaire. D'où l'importance croissante du niveau local où l'ensemble des éléments de l'action publique s'intègrent plus aisément et où se multiplient des réseaux de partenariat. [...] Ce mouvement de décentralisation, appuyé sur les nouvelles technologies, nous conduit vers une société de l'information. Le corollaire de la décentralisation, c'est en effet la communication et le partage de l'information et du savoir »⁸. C'est dans cette

⁵ J. de Rosnay, « La société de l'information », dans *Penser les réseaux*, Daniel Parrochia (éd.), Seyssel, Champ Vallon, 2001, p. 40.

⁶ S. Nora et A. Minc, *L'informatisation de la société*, Paris, La documentation française, 1978, p. 124.

⁷ *Op. cit.*, p. 12 et suivantes.

⁸ *Croissance, compétitivité et emploi*, p. 13.

reconfiguration des pouvoirs que réside l'un des attraits les plus séduisants de la société de l'information.

Les politiques publiques, dans le prolongement du rapport Nora-Minc, ont donné lieu à des formes de territorialisation des nouvelles techniques d'information et de communication. Les collectivités locales ont été dans un premier temps sollicitées pour contribuer financièrement au programme Télétel, elles ont également fourni un terrain d'investigation, du personnel, et surtout des services. Les premières expérimentations de cette nouvelle technique, lancées en 1981 et en 1982, sont toutes localisées et deux d'entre elles ont pour promoteur principal une municipalité : *Télem* à Nantes, *Claire* à Grenoble. Les deux autres, *Télétel 3V* et *Grétel*, ont été impulsées par la Direction générale des télécommunications (ancienne dénomination de France Télécom) pour la première et par *Les dernières nouvelles d'Alsace*, avec le soutien de la DGT, pour la seconde. Dans ces deux derniers cas, les collectivités (Vélizy, Versailles, Val-de-Bièvre, Strasbourg) sont aussi présentes mais essentiellement comme fournisseurs d'informations sur la vie municipale⁹. Le recours aux collectivités territoriales dans le cadre de la télématique comme dans le cadre des réseaux câblés par la suite ne se justifie pas pour des raisons essentiellement financières. La raison est autre : les expérimentations locales permettent d'une certaine façon de donner un sens, une réalité à un objet technique. Là se joue la part réelle d'initiative des collectivités locales, dans leur capacité à attribuer un rôle à ces nouvelles techniques. En d'autres termes, l'attribution d'un sens au niveau local correspond à un des attraits d'une localisation des expérimentations reposant dans sa capacité à capter et à cristalliser la part idéale et imaginaire de la technologie. Le terme même de société de l'information semble correspondre à la même stratégie, celle qui consiste à recouvrir d'une dimension sociétale des innovations techniques et des stratégies industrielles (étatiques ou entrepreneuriales) afin de les rendre acceptables.

Les engagements des territoires et des communes dans la société de l'information des années 80 ne se limitent pas à fournir un terrain d'expérimentation, utile à la viabilité d'un système technique et à l'observation d'usages précurseurs, ils sont également présents dans les contenus : les sites télématiques, puis les services Web contiennent des informations locales, la présentation de lieux touristiques, la valorisation du patrimoine local, des tentatives de développement de la démocratie locale, des services de réservation de places... Les communes qui ont créé un site télématique ont été les premières à créer un site Internet, sans doute pour deux raisons : la maîtrise progressive d'une certaine culture technique (et du dispositif l'accompagnant), le souci de réutiliser des données et de les mettre à disposition du plus grand nombre.

Même si le terme de société de l'information n'est pas utilisé localement, il existe une histoire de l'implantation locale des nouvelles techniques d'information et de communication qui constitue une acculturation technique dans laquelle s'inscrit l'expression de société de l'information.

⁹ Sur cet historique, voir I. Paillart, *Les territoires de la communication*, Grenoble, PUG, 1993, p. 157.

LES CONTRADICTIONS DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

L'expression en tant que telle ne correspond à aucune réalité locale, sauf si elle sert à nommer autrement Internet et les services afférents. Elle ne s'inscrit pas dans les politiques publiques locales, elle ne constitue pas un élément de débat local, ni se présente comme une référence dans les actions menées localement. Cette absence se situe donc en rupture avec ses emplois au niveau national ou européen ou avec sa médiatisation dans la presse nationale. Elle s'explique par au moins trois facteurs.

Le premier est lié à la faible pertinence de l'expression : nous l'avons déjà dit, la société de l'information se présente en rupture avec les pratiques traditionnelles, son application, au niveau local ne peut donc qu'être en contradiction avec l'une des caractéristiques des territoires, c'est-à-dire le poids du social, de l'histoire, des cultures. Le deuxième facteur d'explication est lié à la place de l'Etat. La notion de société de l'information s'inscrit dans le cadre d'une politique publique nationale qui se manifeste à la fin des années 90 à travers plusieurs actions : un plan d'action gouvernemental, un plan d'action ministériel, la préparation d'une loi sur la société de l'information, une consultation publique¹⁰. Ces éléments restent étrangers cependant à la vie locale. La troisième raison, qui n'est pas sans relation avec les précédentes, est liée au faible enthousiasme que rencontre cette expression au niveau local. Cet élément est assez évident dans les réactions des militants associatifs, des commerçants ou encore des responsables des petites et moyennes entreprises. L'expression rencontre scepticisme ou parfois même réaction de refus de la part des utilisateurs des nouvelles techniques et plus précisément d'Internet ou de services informatiques. Ces « résistances » pour reprendre une expression de la sociologie des usages, repose sur plusieurs arguments : l'important investissement financier par rapport à l'obsolescence rapide du matériel, le lourd investissement en terme de temps et de compétences au regard des résultats qui paraissent flous, l'absence de convivialité et de sociabilité que semblent entraîner les nouvelles techniques.

L'expression de société de l'information est donc rarement employée au niveau local, il est cependant possible d'en identifier les principales réalisations. D'abord parce que se multiplient des expressions qui indiquent l'ancrage social de la société de l'information. Par exemple, les expressions « campus numériques » pour traiter de la formation à distance (pour l'essentiel), « entreprises numériques » pour désigner des entreprises utilisatrices de réseaux de télécommunications (pour relier des sites, pour rendre accessibles des services d'information et de formation internes), « région numérique », label dont se dote le Conseil Régional Nord Pas de Calais pour indiquer l'action qu'il mène dans le domaine des nouvelles techniques, ou encore « ville numérique », attribué un certain temps à la ville de Parthenay, soulignent la mise en œuvre de nouvelles actions dans ce domaine. Pour l'essentiel, le qualificatif renvoie à l'équipement en matériel, même si les villes, régions, entreprises, administrations citées ne s'en tiennent pas

¹⁰ Une société de l'information pour tous, document d'orientation soumis à la consultation publique, octobre-novembre 1999, 41p.

là. Il occulte l'enjeu de la mise en place des nouvelles techniques, à savoir, dans tous les cas, la réorganisation des structures, des services, des modes de collaboration, bref, l'organisation des acteurs.

De manière plus précise, même dans le domaine de l'équipement en réseaux et en matériels, la localisation de la société de l'information se caractérise par la grande hétérogénéité des niveaux d'équipement des territoires bien que peu de données permettent de vérifier les inégalités territoriales dans ce domaine : le service du Premier ministre a publié en août 2001 un bilan des quatre années de programme pour la société de l'information, mais ce tableau ne signale pas le taux d'équipement par ville ou par région, il se situe sur un plan national, sans opérer de distinction entre les territoires. Les inégalités se retrouvent également au sein des entreprises où s'observe, en particulier au sein des PME-PMI, une utilisation très différenciée des techniques d'information et de communication : cela va de l'usage d'un seul et unique logiciel de comptabilité à la constitution d'un Intranet. La dimension artisanale, parfois le « bricolage », côtoie des aspects plus industriels : l'adaptation des produits aux situations locales et aux particularismes locaux est génératrice de valeur, cette situation constituant la force et la faiblesse des territoires.

La notion de société de l'information comporte une dimension économique qui rencontre les préoccupations des élus locaux. La question ainsi posée est de savoir de quelle manière les techniques d'information et de communication peuvent favoriser le développement local d'un territoire. En cela, la manière dont les collectivités locales s'approprient cette question est révélatrice des évolutions territoriales et surtout des politiques locales. En effet, l'une des orientations menées par les acteurs locaux porte sur la place de la formation et de la recherche dans le développement local. Mais c'est plus généralement les relations entre trois secteurs, la formation, la recherche, l'économie locale, qui sont considérées comme productrices de richesse. Ainsi, et cela correspond aux contradictions de la société de l'information, le développement des territoires passe moins par l'installation de nouvelles entreprises ou par l'équipement de tout un territoire que par la proximité physique que les acteurs sauront entretenir et favoriser. En ce sens, le terme de société de l'information prend tout son poids en mettant l'accent sur la dimension sociale de l'innovation, le rôle des pouvoirs locaux étant dans leur capacité à organiser un tissu social de relations et de partenariats.

Enfin, la société de l'information marque également des formes de territorialisation de l'activité de l'Etat français. Mais la politique publique menée dans ce domaine se distingue de celle des années 80, l'Etat-opérateur laissant place de plus en plus à l'Etat-animateur¹¹. Cela se manifeste par une forte politique de labellisation qui se situe dans plusieurs domaines : la labellisation des espaces publics numériques qui se prolonge par la création d'espaces publics numériques de proximité créés dans les banlieues ou dans les zones rurales, la labellisation des « villes Internet », qui souligne l'engagement des collectivités locales dans la mise à disposition de lieux de consultation, la labellisation se situe également dans le domaine de l'Education nationale avec la création d'écoles Internet et la mise en place d'une Charte de ces écoles.

¹¹ Cf. Th. Vedel, « La gouvernance des réseaux mondiaux de communication », *Politiques et sociétés*, vol. 18, n°2, 1999.

La présence de l'Etat se manifeste également avec la désignation de chargés de mission dans le domaine des techniques de l'information et de la communication dans les 26 préfectures de région. La mise en place de programmes vise ainsi à motiver les acteurs territoriaux, elle contribue également à construire un référentiel commun dont l'Etat retire peut-être l'essentiel des avantages, n'est-ce pas lui le plus grand utilisateur de l'expression ? Mais c'est également une référence qui cherche à avoir des implications et des résultats au niveau interne de l'Etat. En effet, la politique publique menée, en dehors de l'accompagnement des acteurs locaux, est marquée essentiellement par « l'administration électronique » et la « généralisation des téléservices publics » puisque, comme le dit le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, Michel Sapin, « il s'agit, au travers d'Internet, d'offrir à chaque usager tous les outils pour mieux connaître ses droits à des services ou des prestations publiques, pour préparer et effectuer en ligne ses démarches administratives, pour suivre ses dossiers et enfin pour conserver sous forme dématérialisée les résultats de ces démarches »¹². La modernisation fait ici partie du programme de développement de la société de l'information mais elle accompagne les transformations organisationnelles des services publics (efficacité, rapidité de traitement, restructuration interne, performance individuelle de chaque agent...). C'est donc au niveau de l'Etat que la mise en œuvre des nouvelles techniques semble marquée par une ampleur certaine, accentuant un mouvement de réorganisation de ses services. En cela, la société de l'information, dont les thuriféraires soulignent le rôle dans l'ensemble des activités sociales, touche essentiellement les services de l'Etat.

LES INCERTITUDES DE L'APPROPRIATION LOCALE

Il serait cependant caricatural de n'en rester qu'aux contradictions de la société de l'information et de ne s'en tenir qu'à sa dimension technique. L'expression n'est certes pas pertinente pour décrire l'introduction des techniques d'information et de communication dans les sociétés contemporaines, et son utilisation trop ambiguë pour cerner les activités locales. Celles-ci sont placées sous le signe de la diversité et de l'hétérogénéité. Pour ces raisons, il est difficile de dégager les principales tendances. C'est le plus souvent à partir des supports électroniques mis en place dans les lieux urbains que se manifestent des orientations. Certains travaux essaient de distinguer celles-ci en opposant la Communauté et la Cité. « La notion de communauté fait référence à un ensemble de gens qui se regroupent souvent autour d'une thématique commune et parfois parce qu'ils habitent dans un même lieu. Dans ce cas, la ville virtuelle est le reflet des différentes composantes de la communauté et permet à ses membres de s'exprimer par divers moyens (courrier électronique, développement de pages web, forums de discussion, etc.) et de partager leurs points de vue. La notion de Cité renvoie à une conception administrative de la ville. La ville est alors surtout présentée en fonc-

¹² Discours de Michel Sapin lors du comité interministériel pour la réforme de l'Etat, le 15 novembre 2001.

tion de son administration et des services proposés par celles-ci ; l'aspect associatif et communautaire est moins prioritaire »¹³. L'on reconnaît dans cette distinction les tendances que l'on observe dans les journaux municipaux dont certains sont centrés sur la vie politique et administrative locale et d'autres sur les activités locales (qu'elles soient associatives ou économiques). Il se retrouve ainsi une certaine conception de la représentation politique, déclinée sur des supports différents (du journal au site web) et centrée soit sur les institutions locales soit sur les habitants. Cependant, cette distinction connaît des changements. Ils sont de deux ordres : d'une part, les villes semblent délaisser le modèle « Cité » au profit du modèle « Communauté »¹⁴, d'autre part les pouvoirs locaux impriment leur marque sur le territoire de leur action en cherchant à maîtriser les portails locaux d'information. En effet, les portails s'inscrivent dans une activité devenue classique dans la vie locale, la mise à disposition d'informations. Elle se double d'une tâche nouvelle, la mise en relation des acteurs locaux afin de présenter, de manière coordonnée, des services sur Internet.

Là encore des distinctions sont repérables entre les élus qui ont une conception régulatrice de l'organisation de ces nouveaux supports (la collectivité locale est l'instance organisatrice) et ceux qui en ont une conception plus libérale (la collectivité locale n'est qu'un acteur parmi d'autres, elle n'en a pas la responsabilité). Il conviendrait d'observer ce positionnement des pouvoirs locaux pour pouvoir en repérer les principales tendances, car se pose l'articulation entre le territoire des activités politiques et économiques, le territoire des pratiques et les services que proposent les portails.

Les collectivités territoriales sont certes attentives à la visibilité de leurs actions et du territoire de celles-ci, elles jouent également un rôle dans le développement des usages locaux des nouvelles techniques. C'est du moins ainsi que se justifie la création de lieux de consultation d'Internet ou de produits multimédias et la mise en œuvre d'actions spécifiques à destination de publics « éloignés » pour des raisons économiques ou culturelles des nouvelles techniques. Ces opérations ne correspondent pas seulement à une formation aux usages des nouvelles techniques, elles donnent la possibilité de fournir une matérialité (des bâtiments, des matériels, des animateurs) à une politique. Cependant la connaissance des pratiques locales des techniques d'information et de communication reste succincte.

Ces quelques actions indiquent que se réalise la territorialisation de la société de l'information et qu'elle paraît de plus en plus prise en charge par les collectivités locales. Du même coup, celles-ci doivent affronter un certain nombre de questionnements. Doivent-elles contribuer au financement des infrastructures de télécommunications comme l'Etat les engage à le faire lors du CIADT (Comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire) du 9 juillet 2001 ? Le développement des services de proximité que demandent les habitants peut-il aller de pair avec la mise en place de téléprocédures qui exigent ressources en personnel, et formation adéquate ? Les portails locaux posent eux la question

¹³ B. Van Bastelaer, L. Henin, C. Lobet-Marais, *Villes virtuelles : entre Communauté et Cité*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 218.

¹⁴ Sur ce point, voir C. Le Bart, « Les bulletins municipaux : une contribution ambiguë à la démocratie locale », *Hermès*, n° 26-27, 2000, pp. 175-184.

des niveaux territoriaux choisis (ville, communauté de communes?) et des relations avec les portails marchands. Enfin, de plus en plus conduites à mener des opérations de sensibilisation de la population aux nouvelles techniques, les communes disposent-elles d'éléments d'évaluation de celles-ci ? Ces quelques questionnements offrent une explication aux actions locales qui paraissent toutes menées « au coup par coup » plus que posées en terme de politiques.

La société de l'information entraîne donc localement des hésitations et des tâtonnements. L'expression, trop générale, trop normative, ne peut rendre compte des mouvements en cours, mais simplement des incertitudes qu'elle produit.

Sciences de la communication
GRESEC – Université Stendhal Grenoble 3